

J'étais aux Assises de la France des Gilets Jaunes, j'aurais aimé pouvoir y proposer un Manifeste...

written by François Tara | 21 mars 2019



Les propos, analyses et la proposition de manifeste ci-dessous n'engagent que son auteur et en aucun cas Résistance républicaine ou Riposte laïque.

J'ai, participé dimanche 17 mars, aux « Assises de la France des Gilets Jaunes » qui se sont tenues à Rungis, organisées par *Riposte laïque* et *Résistance républicaine*.

Nous avons assisté à de très bonnes interventions, dans une ambiance très détendue.

Voir toutes les interventions ici :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/03/18/les-assises-de-la-france-des-gilets-jaunes-comme-si-vous-y-etiez/>

J'ai particulièrement apprécié celle de Christine Tasin où elle critiquait le RIC comme panacée universelle, soulignant que, comme toute procédure démocratique, elle peut être utilisée pour imposer des lois contraires à l'intérêt du plus grand nombre et pour détruire nos sociétés occidentales.

J'ai apprécié aussi l'intervention de Martial Bild, directeur des programmes de TV-Libertés, dénonçant la trahison de la déontologie journalistique et la soumission totale des médias mainstream au pouvoir.

L'intervention de Franck Bulher, initiateur historique des Gilets jaunes était particulièrement intéressante car, après avoir retracé la genèse du mouvement et son rôle, il s'est critiqué comme étant en partie responsable de la récupération du mouvement par l'« extrême gauche » parce qu'il a laissé d'autres plus confus prendre des places de leaders, rôle qu'il aurait pu assumer, étant le premier à initier le mouvement par sa pétition sur le prix des carburants et ayant choisi la date du 17 novembre. Trop humble, il n'a pas voulu, par volonté politique de ne pas se substituer à la nécessaire auto-organisation des Gilets Jaunes, assumer un rôle dont l'existence même était critiquable selon son point de vue. Il a à la fois raison et tort : il faut viser à ce que le réflexe de recherche de l'homme providentiel disparaisse au profit d'une véritable maturité politique assumée par chacun mais, d'un autre côté, il faut savoir assumer parfois la place de leader que le mouvement vous donne lui-même, au risque sinon de voir cette place échouer entre de mauvaises mains ou entre des mains corruptibles. Il pense que le mouvement ne pourra repartir que s'il abandonne la spectaculaire tactique des manifestations parisiennes et se replie sur le local – point de vue que je partage pleinement.

L'intervention de Jean-Yves Le Gallou, président de Polémia, fut également très intéressante, insistant sur la nécessaire prise en charge par le mouvement de la critique de l'immigration.

Le plus étonnant a été, pour moi, d'entendre Emmanuel Crenne, conseiller régional apparenté RN, monarchiste légitimiste assumé, déclarer que nous étions dans une période qui ressemblait beaucoup à celle qui a précédé la Révolution française et qu'il a qualifiée de pré-révolutionnaire, avis que je partage tout en précisant que pré-révolutionnaire ne signifie pas qu'elle sera forcément suivie d'une révolution. Mais le plus surprenant a été de l'entendre parler de nécessité pour le mouvement de négliger les institutions du pouvoir en place pour instaurer ses propres organes de pouvoir. Le double pouvoir de Lénine et Trotsky ! Je ne partage pourtant pas ses propositions révolutionnaires car elles me semblent grandement prématurées. Il faut, avant de pouvoir assumer un contre-pouvoir ou double pouvoir, que les organes aptes à ce rôle soient en place, ce qui n'est pour l'instant pas le cas. Pendant les mois qui ont suivi la Révolution de février 1917, un double pouvoir s'était instauré mais il reposait sur les Soviets (Conseils) dont l'apparition avait déjà eu lieu pendant le mouvement révolutionnaire de 1905, avec toute l'expérience de direction de la lutte que cela implique, facilitant en 1917 la continuation de la pratique des assemblées agissantes. Ce n'est pas le cas aujourd'hui dans le Mouvement des Gilets Jaunes où tout reste à faire, organes comme expérience.

Même si ma proposition d'intervention avait été rejetée une semaine auparavant, ce que j'avais compris en prenant connaissance du programme très (trop) chargé des interventions et qui m'avait forcé à faire du texte de l'intervention que je comptais faire un article (« [Essai de bilan provisoire du Mouvement des Gilets Jaunes](#) » [publié sur mon blog et sur le site de Résistance Républicaine](#)), je pensais que je pourrais

quand même faire une très courte intervention à la fin des Assises.

Déjà le déroulement des « Assises », après ma prise de connaissance de son programme, m'avait profondément contrarié. Selon la définition du dictionnaire, des « assises » étaient une « *réunion de personnes ayant des préoccupations communes et se rencontrant pour en débattre* ». Or, aucun débat n'avait eu lieu¹. Des points de vue différents sur un sujet précis s'étaient exprimés clairement (au sujet du RIC) dans des exposés, mais la salle avait écouté, silencieuse et passive, sans qu'aucun débat réel ait lieu, sans même parfois que les avis contradictoires aient été repérés comme tels (concernant la qualification de la période ou la nécessité et le rôle d'un leader). D'autre part, pour moi, vu l'état actuel du Mouvement, ces « Assises » ne servaient à rien si elles n'assumaient pas un rôle actif dans le cours même du mouvement, si elles ne débouchaient pas sur la définition d'une direction à indiquer au Mouvement des Gilets Jaunes.

Un mouvement social était en train de se dérouler, rencontrant de nombreux et graves problèmes de stagnation et même de régression politique, ainsi que de noyautage par des éléments étrangers à l'esprit du Mouvement, et ces « Assises » avaient la mission historique d'agir pour tenter de les régler et sauver le Mouvement. Il fallait donc un manifeste clôturant les « Assises », point d'orgue de son utilité au sein du Mouvement. J'en avais informé Pierre Cassen et Christine Tasin, organisateurs des « Assises », avant le début de la réunion. Ils ne m'avaient pas clairement opposé une fin de non recevoir mais j'ai compris que Pierre Cassen qui présidait ne voulait pas de mon intervention quand je l'ai vu laisser le dernier intervenant traîner plus que le temps qui lui avait été imparti, puis quand je l'ai entendu dire, au moment où il reprenait la parole pour conclure, qu'il n'était « *pas besoin d'un manifeste de Riposte Laïque* » – ce dont il n'était nullement question puisque l'intitulé des Assises convoquées

était « *de la France des Gilets Jaunes* » (mouvement dont les Assises se prétendaient être l'émanation) et non « *de Riposte Laïque* » (groupe politique). L'excuse qui me fut donnée était que, si on m'avait laissé parler, il aurait fallu donner la parole à une dizaines d'autres personnes présentes qui l'avaient réclamée. Et il m'a été dit que je n'avait qu'à envoyer ce que j'avais à dire à Riposte Laïque ou Résistance Républicaine pour le faire paraître, comme si j'avais à fourguer un article dont la parution me ferait plaisir.

Or ce que j'aurais proposé, si on m'avait laissé parler, c'est de constituer un comité composé de toute personne voulant y participer pour, sur la base de ma proposition de manifeste, rédiger un manifeste qui aurait été officiellement le produit des « Assises », la ligne directrice que celles-ci proposaient au Mouvement en tant que composantes à part entière du Mouvement. Ma proposition de manifeste semblait parfaitement en adéquation avec tout ce que j'avais entendu au long de la journée et l'adapter pour en faire un manifeste qui soit réellement l'expression des « Assises » n'aurait pas dû être trop difficile ni long à faire.

Devant l'impossibilité de faire produire un manifeste par les « Assises de la France des Gilets Jaunes », je me résous à le produire en tant que contribution personnelle (ce que je ne voulais surtout pas car je ne désire aucune publicité pour ma personne et n'ai aucune ambition à me distinguer). Vous trouverez donc mon manifeste ci-dessous.

Proposition d'un Manifeste des Gilets Jaunes

Qu'est-ce qu'un gilet Jaune ?

Un Gilet Jaune n'est pas seulement quelqu'un portant un gilet jaune. Un Gilet Jaune a un comportement et une ligne politique claire.

S'il peut appartenir à un parti politique, son adhésion au Mouvement des Gilets Jaunes lui fait renoncer à tout

chauvinisme de parti. Il affirme par son comportement ne pas agir en dévoyeur du Mouvement pour soutenir son seul parti. Il montre également un attachement à la liberté totale d'expression et permet à tous les autres Gilets Jaunes d'exprimer leurs idées politiques. S'il estime qu'un Gilet Jaune se trompe, il essaiera de le faire changer d'avis par la seule discussion respectueuse des divergences dont l'existence fait partie de l'essence du Mouvement.

Un Gilet Jaune ne recherche pas l'affrontement avec les membres des forces de l'ordre mais doit les exhorter à se retourner contre leur hiérarchie si celle-ci leur donne des ordres contraires à la déontologie qui doit être l'expression du rôle protecteur des citoyens plus que d'un rôle de répression de tout ce qui s'oppose à un gouvernement. Un Gilet Jaune n'est pas un adepte de la non-violence absolue mais il rejette la logique provocation / répression / révolution et sait que la solution ne sera pas dans l'affrontement violent entre policiers et Gilets Jaunes.

Un Gilet Jaune accepte au sein du Mouvement tout individu inscrivant son action dans sa ligne. Il n'est donc ni raciste, ni antisémite, ni anti-musulman, ni sexiste, ni homophobe.

Tout individu qui n'appliquera pas les principes que doit respecter un Gilet Jaune ou qui sera considéré comme pratiquant la duplicité, se verra refuser l'appellation de Gilet Jaune.

Que défend un Gilet Jaune ?

Le Mouvement des Gilets Jaunes est apparu le plus manifestement dans la contestation de la précarisation et du grignotage du pouvoir d'achat des classes les plus pauvres et des classes moyennes de France par une taxation qui n'est en fin de compte, via la dette, que le transfert de la richesse des moins riches aux mains des plus riches s'enrichissant toujours plus. La défense des conditions de survie des

Français est donc un fondement du Mouvement.

Mais le Mouvement des Gilets Jaunes affirme avec clarté que, dans le contexte de la mondialisation capitaliste qui est une tendance lourde, la défense des conditions de vie des prolétaires et de leur pouvoir d'achat ne peut qu'être liée à la critique globale du capitalisme et de sa logique. Il sait que la résistance au rouleau compresseur du Capitalisme mondialiste passe par la contestation de l'Union Européenne qui n'est que l'expression de la centralisation du pouvoir politique des capitalistes liés à la finance internationale et aux multinationales à l'échelle européenne, comme de toute gouvernance mondiale qui ne serait que l'organisation à une échelle géographique plus large de la dictature des capitalistes mondialistes. Il défend les spécificités nationales, sachant que c'est autour d'elles que peut se cristalliser la résistance au globalisme sans pour autant verser dans le chauvinisme. Il appelle à la solidarité des prolétaires de toutes les Nations, unis dans la fraternité, contre leur ennemi commun. S'il trouve un appui parmi les partis politiques, il acceptera leur soutien et acceptera un front commun sans pour autant se faire absorber.

La lutte contre le capitalisme mondialiste s'affirme dans la lutte de tout ce dont il se sert pour briser les résistances s'exprimant dans un cadre national. A ce titre, le Mouvement des Gilets Jaunes affirme rejeter l'immigration massive et inassimilable que le capitalisme utilise pour noyer le prolétariat local sous une masse de prolétaires étrangers dont la langue, les mœurs et les croyances les dissocient d'emblée des luttes des prolétaires indigènes. Il dénonce le coût exorbitant de l'immigration qui couvre le transfert accru des richesses aux capitalistes en leur offrant de la main d'œuvre bon marché et un nouveau marché, débloqué grâce aux contribuables via les aides sociales. Les Gilets Jaunes n'ont aucune haine contre les immigrés et ne leur montrent aucune hostilité mais refusent de cautionner au nom d'une

sentimentalité que feignent les capitalistes et leurs laquais une arme employée tout autant contre eux que contre les immigrés maintenus dans la dépendance et la précarité, et utilisés pour provoquer la jalousie des laissés pour compte.

Dans le même ordre d'idée, le Mouvement des Gilets Jaunes lutte pour la préservation de la culture politique et sociale issue de la longue histoire de l'occident sur la seule base de laquelle doit s'effectuer la critique de la société actuelle en vue de contribuer à son évolution. Il rejette donc la montée de l'islam et appelle au développement de sa critique afin d'en provoquer l'implosion. Il n'a aucune haine contre les musulmans qui n'agressent pas les non-musulmans et qui ne désirent pas l'instauration de la loi coranique. Il rejette toute accusation d'« islamophobie » qui serait assimilée à une haine anti-musulmane alors qu'elle n'est que le refus de l'islam mais considère l'islam comme une idéologie politique devant être combattue par tous les moyens pacifiques.

Le Mouvement affirme enfin qu'aucune lutte ne peut être considérée comme équivalente ou supérieure à la lutte qu'il assume car cette dernière englobe tous les luttes catégorielles qui pourraient être financées, suscitées ou appuyées de diverses manières par les capitalistes mondialistes pour étouffer le Mouvement ou pour en détourner ses membres. Il rejette donc l'écologisme même si et parce qu'il est parfaitement conscient que le capitalisme détruit les équilibres écologiques de la planète ; sa lutte contre le capitalisme mondialisé contient obligatoirement la dénonciation des dégâts qu'il entraîne pour la planète, et il n'a aucunement besoin de l'écologisme qui même si, parfois, il avance des considérations sociales, les place toujours en position secondaire. Il rejette également le féminisme car la lutte qu'il mène ne peut se concevoir que dans la totale égalité sociale et politique s'appliquant à tous et donc ne nécessite pas de lutte séparée ; remettre en question cette égalité sociale et politique en tant que but comme en tant que

moyen, c'est s'opposer au Mouvement des Gilets Jaunes.

Que faut-il faire maintenant ?

Le Mouvement doit trouver un nouveau souffle en s'inspirant du moyen d'action qu'il avait appliqué à ses débuts. Les Gilets Jaunes se rencontraient et échangeaient dans la liberté d'expression aux ronds-points. Le gouvernement a compris que c'était un danger et, même s'il n'y avait pas grande gêne, a chassé le plus qu'il pouvait les Gilets Jaunes de ces points de rencontre. Nous devons aujourd'hui nous retrouver partout où nous sommes présents pour nous connaître dans notre dimension humaine, discuter, développer notre critique, imaginer les suites de notre contestation, inventer la société que nous voulons. Avec les beaux jours et grâce aux réseaux sociaux, ces Rencontres peuvent se dérouler partout, quand on veut. Pour ne pas être victimes d'une dénonciation pour manifestation illégale, une fois sur le lieu de rencontre, les gilets peuvent être retirés : les rencontres de plus de dix personnes ne sont pas encore interdites. Nous pouvons établir des Rencontres régionales et nationales de représentants dûment mandatés et contrôlés afin de combattre toute corruption pouvant les pervertir pour répercuter à un échelon géographique plus large les échos des Rencontres locales et établir des stratégies pour l'action.